

Liste des activités et des informations qui complètent l'Appui aux activités nationales de la REDD+ : cadre du Programme global 2011-2015 (AAN) – Annexe au cinquième Rapport d'étape annuel consolidé du fonds du Programme ONU-REDD.

Résultats/Réalisations liés au AAN	Activités entreprises et complément d'informations
Résultat 1. : Les pays REDD+ sont dotés des systèmes et des capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre le MRV et la surveillance	
<p>Réalisation 1.1 Les activités, outils et méthodes pour la MRV et la surveillance sont conçus par le Programme ONU-REDD et diffusés au niveau des pays associés au Programme ONU-REDD.</p>	<p>Indicateur a :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il est procédé à l'heure actuelle à l'élaboration de documents de référence sur les différentes méthodologies et approches adoptées pour établir des RL, leur finalisation en étant prévue au cours du premier trimestre de 2014. • Préparation de supports de formation sur les RL, qui devront être éprouvés au cours du premier trimestre de 2014. • Mise au point de la Phase II de la plateforme <u>GlobAllomeTree</u>. • Les bases de données régionales des EA (équations allométriques), notamment pour l'Amérique latine, l'Amérique du Nord, l'Afrique, l'Europe, l'Extrême-Orient, l'Asie du Sud et le Pacifique, ont été créées et ont fait l'objet d'un contrôle de qualité : <ul style="list-style-type: none"> – La base de données pour l'Afrique a été mise à jour et renferme à présent 1 754 équations. – Les bases de données pour l'Amérique latine et l'Amérique du Nord sont maintenant disponibles (17 012 équations). – La base de données pour le Pacifique a été créée pour la première fois et renferme maintenant 282 équations. – La base de données pour l'Asie du Sud a été finalisée et sera disponible en ligne en mai 2014 (1 372 équations). – La première version de la base de données pour le Pacifique a été créée et fait d'objet d'un contrôle de qualité. – La base de données pour l'Asie du Sud-Est est en cours d'élaboration par le Forest Research Institute Malaysia (FRIM), Malaisie, et sera finalisée en 2014. <p>Les dernières versions des bases de données ayant fait l'objet d'un contrôle de qualité sont</p>

disponibles sur le site : <http://www.globalometree.org/>

Indicateur b :

- Des publications techniques sur le système MRV et la surveillance ont été produites en 2013 :
 - M. Henry, A. Bombelli, C. Trotta, A. Alessandrini, L. Birigazzi, G. Sola, G. Vieilledent, P. Santenoise, F. Longuetaud, R. Valentini, N. Picard, et L. Saint-André, "GlobAllomeTree: international platform for tree allometric equations to support volume, biomass and carbon assessment", *iForest - Biogeosciences and Forestry*, vol. 0, pp. 326-330, 2013-07-18 2013.
 - R. Valentini, A. Arneeth, A. Bombelli, S. Castaldi, R. Cazzolla Gatti, F. Chevallier, P. Ciais, E. Grieco, J. Hartmann, M. Henry, R. A. Houghton, M. Jung, W. L. Kutsch, Y. Malhi, E. Mayorga, L. Merbold, G. Murray-Tortarolo, D. Papale, P. Peylin, B. Poulter, P. A. Raymond, M. Santini, S. Sitch, G. Vaglio Laurin, G. R. van der Werf, C. A. Williams, et R. J. Scholes, "The full greenhouse gases budget of Africa: synthesis, uncertainties and vulnerabilities", *Biogeosciences Discuss.*, vol. 10, pp. 8343-8413, 2013.
 - P. Ciais, A. J. Dolman, A. Bombelli, R. Duren, A. Peregon, P. J. Rayner, C. Miller, N. Gobron, G. Kinderman, G. Marland, N. Gruber, F. Chevallier, R. J. Andres, G. Balsamo, L. Bopp, F. M. Bréon, G. Broquet, R. Dargaville, T. J. Battin, A. Borges, H. Bovensmann, M. Buchwitz, J. Butler, J. G. Canadell, R. B. Cook, R. DeFries, R. Engelen, K. R. Gurney, C. Heinze, M. Heimann, A. Held, M. Henry, B. Law, S. Luyssaert, J. Miller, T. Moriyama, C. Moulin, R. B. Myneni, C. Nussli, M. Obersteiner, D. Ojima, Y. Pan, J. D. Paris, S. L. Piao, B. Poulter, S. Plummer, S. Quegan, P. Raymond, M. Reichstein, L. Rivier, C. Sabine, D. Schimel, O. Tarasova, R. Valentini, G. van der Werf, D. Wickland, M. Williams, et C. Zehner, "Current systematic carbon cycle observations and needs for implementing a policy-relevant carbon observing system", *Biogeosciences Discuss.*, vol. 10, pp. 11447-11581, 2013.
 - Auteur principal (Danae Maniatis) Chapitres 5 et 6 de *State of the Congo Basin Forests 2013*.
 - N. Picard et M. Henry, "Atelier scientifique régional sur les équations allométriques en Afrique Centrale, 2-5 avril 2013, Yaoundé, Cameroun", Projet de renforcement des capacités institutionnelles en matière de REDD+ pour la gestion durable des forêts du Bassin du Congo, Banque Mondiale, FRM, COMIFAC, 2013.
 - M. Cifuentes Jara, M. Henry, et D. Morales, "Inventory of Volume and Biomass Tree Allometric Equations for Central and South America, UN-REDD MRV report 11," CATIE, Turrialba, Costa Rica, 2013.

	<ul style="list-style-type: none"> – M. Cifuentes-Jara et M. Henry, "Regional Technical Workshop on Tree Volume and Biomass Allometric Equations in South and Central America, 21 au 24 mai, 2013, Siège social de CATIE, Turrialba, Costa Rica", Programme ONU-REDD, GIZ, Silvacarbon, 2013. – M. Akhter, M. Hossain, et L. Birigazzi, "<i>Tree volume and biomass allometric equations of Bangladesh</i>". – M. Akhter et M. Shaheduzzaman, "<i>Forest Classification Systems in Bangladesh</i>". – M. Shaheduzzaman et M. Akhter, "Proceedings of the Training Workshop on Land Cover Classification in the context of REDD+ in Bangladesh, Forest Department, Dhaka, Bangladesh, les 24 et 25 mai 2013". – A. N. S. Baminiwatte, "MRV Action Plan to support the forest monitoring system in Sri Lanka," Programme ONU-REDD, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Colombo, Sri Lanka, 2013. – A. Di Gregorio, "Recommendations on the land and forest classification system of Bangladesh Training workshop on Land cover classification in the context of REDD+ in Cambodia " Programme ONU-REDD, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Phnom Penn, Cambodge, 2013. – A. Poultouchidou, M. Henry, I. Jonckheere, L. Birigazzi, G. Sola, et L. Saint André, "<i>Georeferenced tree allometric equation database for the Pacific</i>", 2013. – W. A. Mugasha, E. E. Mwakalukwa, E. Luoga, R. E. Malimbwi, E. Zahabu, D. Silayo, S. G., A. Kashindye, P. Crete, et M. Henry, "<i>Tree allometric equation development for estimation of lowland forest above-ground biomass in the United Republic of Tanzania. Report for lowland forests in Morogoro and Lindi region</i>", FAO, Rome, Italie, 2013. – L. Birigazzi, J. Fernandez, M. Baldasso, C. Trotta, L. Saint-André, G. Sola, et M. Henry, "<i>Georeferenced database of tree volume and biomass allometric equations for North America</i>", Programme ONU-REDD, Rome, Italie, 2013.
<p>Réalisation 1.2 Élargissement des capacités nationales pour la mise en œuvre des fonctions de surveillance et de MRV</p>	<p>Complément d'informations concernant les réalisations dans la région Asie-Pacifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au Bhoutan, élaboration d'une feuille de route nationale liée à la REDD+ en plus de la préparation en collaboration avec la FAO d'une proposition complémentaire de création d'un projet de coopération technique pour appuyer les activités de gestion et de surveillance des forêts. • Au Viet Nam, estimation de son rapport d'évaluation de la Phase 1 et validation du cadre de

	<p>résultats du programme de la Phase 2. Démarrage des premières activités de la Phase 2 du MRV.</p> <ul style="list-style-type: none"> • En PNG, recrutement d'un spécialiste en MRV, finalisation du plan de travail initial pour 2014 et production de rapports semestriels et annuels. • Aux Philippines, mise au point de la méthodologie des inventaires forestiers nationaux (IFN) et production de ses rapports annuels et finals. • Appui à l'atelier initial du Programme national du Sri Lanka, à l'élaboration du plan de travail et du budget, et au recrutement du personnel de l'Unité de gestion des projets (UGP) et de consultants internationaux.
Résultat 2. Des systèmes de gouvernance nationale fiables et ouverts à tous sont instaurés afin de mettre en œuvre la REDD+	
<p>Réalisation 2.1 Activités réalisées par rapport aux cibles fixées au 31 décembre 2013</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'Indonésie a reçu un appui ciblé lui permettant d'entreprendre les initiatives suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Communication des résultats et des recommandations de l'EPG de 2012 (des données concernant la gouvernance ayant été collectées dans 10 provinces) à toutes les parties prenantes nationales, provinciales et des districts qui ont contribué au processus EPG, et examen et approbation de la manière d'exécuter les plans prévus. ○ En 2013, au niveau national et en cours : évaluation de la mise en vigueur de 12 réglementations ministérielles applicables au système de permis forestiers (intégration à l'action de lutte contre la corruption d'ONU-REDD) ; élaboration de sanctions destinées aux agents publics pour assurer le respect des normes établies et décourager toute forme de pratique de corruption (sous la direction d'UKP4) , et mise en place d'un mécanisme de résolution des conflits. ○ Au niveau provincial et en cours : dans la province de Jambi, mise au point d'une carte en ligne des conflits forestiers en vue de surveiller les conflits existants, ce qui devrait faciliter la tâche des gouvernements provinciaux lors de l'élaboration de leurs politiques et interventions, et définition d'un indice EPG spécifique à chaque province pour contrôler le processus REDD+ dans le temps.
<p>Réalisation 2.2 Renforcement de la mise en œuvre nationale de la préparation à la REDD+ grâce à l'appui du Programme national</p>	<p>Création et mise en œuvre de méthodologies spécifiques à chaque région, visant à évaluer la préparation des pays des régions d'Asie-Pacifique et d'Afrique ; et mise au point ou mise à niveau de supports de gestion des connaissances spécifiques à chaque région en Asie-Pacifique (voir le Résultat 7).</p>

<p>Réalisation 2.3 Les cadres juridiques relatifs aux forêts sont analysés et consolidés pour mettre en œuvre les programmes et stratégies de la REDD+ au niveau national.</p>	<p>Au Mexique, en Zambie et au Viet Nam, diffusion des enseignements tirés de l'analyse juridique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au Kenya, tenue d'un atelier de finalisation définitive le 19 juillet 2013 pour présenter les avancées de l'analyse juridique et pour recueillir les contributions des parties prenantes. • En RDC, tenue d'un atelier de finalisation définitive le 26 novembre 2013 pour finaliser l'analyse juridique et la feuille de route en vue de procéder à des réformes juridiques et réglementaires. • En République Centrafricaine, réalisation du cadrage des activités de préparation juridique et d'une évaluation des ressources techniques en vue de la préparation juridique
<p>Réalisation 2.5 Les politiques et mesures applicables à la gestion durable des forêts sont identifiés et promues au niveau national.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation d'un séminaire international sur la REDD+ et la gestion durable des forêts (GDF) en coopération avec le Japon (FFPRI et JICA), qui aura lieu en février 2014.
<p>Réalisation 2.6 Les risques de corruption liés à la REDD+ sont évalués et prévenus.</p>	<p>Indicateur a :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Trois pays (le Kenya, les Philippines et le Pérou) ont reçu l'appui d'au moins une mission technique spécialisée, dirigée par un ou plusieurs conseillers régionaux et mondiaux. <p>Indicateur b :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Programme ONU-REDD a été représenté par un groupe d'experts en transparence spatiale à l'occasion de la conférence <u>l'Échange sur la REDD+ à Oslo</u> de 2013, l'un des événements de la REDD+ à plus forte résonance mondiale, organisé en octobre par le gouvernement norvégien, ainsi que lors d'une manifestation parallèle organisée par Transparency International en marge de la Conférence des Parties à la CCNUCC, sur le combat contre la corruption liée à l'usage des fonds destinés à la lutte contre le changement climatique. <p>Indicateur c :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Népal s'est engagé à tirer parti des résultats ressortant de l'étude des facteurs pour élaborer sa stratégie REDD+ nationale. • Le Kenya a mis en chantier un projet visant à intégrer les résultats de son évaluation des risques de corruption (ERC) pour la REDD+ dans son cadre de mise en œuvre de la REDD+.
<p>Réalisation 2.7 Renforcement des capacités</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction d'une étude analytique intitulée « Addressing tenure for successful REDD+: analysis of opportunities and options » (« Création de conditions foncières en faveur de la REDD+ : analyse

<p>des institutions en matière de régime foncier des terres (afin de lutter aussi contre les facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts).</p>	<p>des opportunités et des options »</p>
<p>Réalisation 2.8 Les stratégies de REDD+ sont favorables à l'égalité des sexes et les femmes participent effectivement aux systèmes nationaux de REDD+</p>	<p>Contribution aux indicateurs (a) et (b) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la question de l'égalité des sexes dans plusieurs domaines d'activité techniques et dans les orientations et documentations connexes, par exemple en ce qui concerne les garanties et les avantages multiples, les EPG, l'analyse du contexte institutionnel, le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (FPIC), ainsi que dans le cadre de suivi du AAN de 2013-2014. • Le PNUD a fait part des expériences du Programme ONU-REDD en matière d'intégration des questions de genre et a expliqué pourquoi l'égalité des sexes est le garant de l'efficacité, de l'efficience et de la pérennité de la REDD+, lors d'une <u>journée thématique sur le genre du PFBC</u> organisée, au cours de la douzième réunion des partenaires du Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC), à Douala au Cameroun, du 18 au 20 mars 2013.
<p>Résultat 4. Les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes prennent une part effective aux décisions et à l'élaboration de stratégies sur la REDD+, ainsi qu'à leur mise en œuvre, au niveau national et international</p>	
<p>Réalisation 4.3 Mise en œuvre de pratiques et de directives pour la mobilisation effective des parties prenantes avec le soutien des pays REDD</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Quatre pays (Panama, Équateur, Paraguay et Îles Salomon) élaborent des directives pour la mobilisation des parties prenantes nationales et prennent les mesures nécessaires pour en garantir la participation entière et effective des parties prenantes dans les processus nationaux de REDD+. • Des spécialistes de la REDD+ de huit pays (Colombie, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay et Pérou) ont reçu une formation sur les notions de consultation et participation du public, de consentement, du droit à la consultation des peuples autochtones, et sur les directives concernant le FPIC de l'ONU-REDD dans le cadre d'un atelier régional organisé en ALC, au Pérou, les 1 et 2 février. Une pluralité de parties prenantes venues de huit pays (Colombie, Costa Rica, Équateur, Honduras, Panama, Paraguay, Pérou et Suriname) ont pris part

	<p>à un <u>atelier régional qui s'est tenu au Panama, du 29 au 31 octobre (voir la vidéo)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Transfert des connaissances résultant d'activités pilotes concernant le FPCI, menées dans ce domaine par l'ONU-REDD dans le Sulawesi central au profit de la REDD+, en vue de mettre en place un réseau de spécialistes en FPIC en Indonésie, grâce à un <u>échange des apprentissages Sud-Sud sur le FPIC organisé pour les spécialistes de la REDD+ de trois provinces d'Indonésie</u>, les 12 et 13 juin. • Des spécialistes nationaux en REDD+ de quatre pays (Honduras, Panama, Paraguay et Suriname) ont reçu une formation sur l'élaboration et la mise en œuvre de mécanismes nationaux de réclamation, à l'occasion d'un atelier qui s'est déroulé au Paraguay, au mois d'avril, et en assistant à des formations sous forme de webinaires organisés au mois de mai. • Trois pays (Cambodge, Honduras et Suriname) ont entrepris des activités en vue d'évaluer la portée des mécanismes de réclamation nationaux en place. • Cent (100) parties prenantes (à savoir des représentants nationaux des pays partenaires du Programme ONU-REDD, des représentants des peuples autochtones, des organisations de la société civile et de pays donateurs) ont participé à une séance d'échange d'informations et de connaissances (voir la <u>présentation</u>), dans le but de renforcer la sensibilisation et les capacités envers les approches à adopter pour aborder les questions de réclamation liées à la REDD+, avant que n'ait lieu la onzième réunion du Conseil d'orientation le 8 décembre. Au cours de cette séance, trois pays (<u>Cambodge</u>, <u>Honduras</u> et <u>Suriname</u>) (rapports en lien), ont partagé leurs acquis et échangé leurs rapports sur leurs premières expériences concernant les approches en matière de réclamation, au plan national.
<p>Réalisation 4.4 Appui aux parties prenantes pour qu'elles participent aux processus REDD+ nationaux et internationaux et pour qu'elles les influencent.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les représentants des peuples autochtones et des OSC auprès du Conseil d'orientation ont reçu des informations régulières de la situation de la part du personnel régional ainsi que sur l'ordre du jour du Conseil d'orientation, dans le cadre d'une consultation conjointe entre les représentants des peuples autochtones et des OSC auprès de l'ONU-REDD, du FCPF et du FIF, qui a eu lieu les 28 et 29 juin. • Formulation de recommandations et recours aux meilleures pratiques pour encourager la participation des peuples autochtones, en les invitant à assister à un <u>atelier</u> organisé conjointement par le Programme ONU-REDD, le FCPF et le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) en septembre. Ont assisté à cet événement plus de 80 dirigeants des peuples autochtones, des représentants des pouvoirs publics et des

	<p>professionnels de la société civile ainsi que des experts internationaux venus de 24 pays. Parmi les contributions apportées figuraient quatre (4) publications d'une analyse et des enseignements tirés, de portée régionale et mondiale, sur l'engagement des peuples autochtones envers la REDD+. (Publications accessibles ici : Afrique, Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, et à l'échelle mondiale).</p>
<p>Réalisation 4.5 Engagement du secteur privé dans la préparation de la REDD+ et large consensus des parties prenantes sur l'engagement du secteur privé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Deux pays (Côte d'Ivoire et Nigeria) ont demandé que l'appui à l'engagement du secteur privé débute en 2014.
<p>Réalisation 4.6 Les parties prenantes au sein des communautés participent et contribuent à la mise en œuvre des préparatifs de la REDD+ grâce aux interventions REDD+ à assise communautaire</p>	<p>Indicateur d :</p> <p>Assisté de l'appui du SGP-FEM (Programme de microfinancement du Fonds pour l'environnement mondial) à l'initiative CBR+ lancée conjointement : mise à disposition de subventions pour les peuples autochtones et les parties prenantes au niveau communautaire pour appuyer les activités de la REDD+ au niveau local. Suite à l'approbation du Conseil d'orientation du financement de la CBR+ en juin, ces accomplissements ont été notifiés aux représentants des peuples autochtones et des OSC appartenant à 36 organisations, dont 20 femmes, qui ont été renseignées sur le CBR+ lors d'un événement parallèle au cours de la douzième séance de l'Instance permanente de l'ONU sur les questions autochtones qui s'est tenue à New York, le 22 mai, avec pour résultat une sensibilisation et une demande accrues en faveur de l'initiative des subventions dans ces réseaux.</p>
<p>Résultat 5. Les garanties sont appliquées et respectées et les avantages multiples de la REDD+ sont obtenus.</p>	
<p>Réalisation 5.1 Les pays mettent à profit les outils, les orientations et l'appui afin d'élaborer des approches pour tirer parti des avantages multiples.</p>	<p>Indicateur b :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Publication en mai dans la revue <i>Sustainability Science</i> (monde de la recherche) de l'article "Biophysical suitability, economic pressure and land-cover change: a global probabilistic approach and insights for REDD+" • Élaboration d'une méthodologie qui permet de cartographier le potentiel d'érosion du sol et le rôle des forêts pour appuyer la planification de la REDD+. (Tutoriel) • Présentation d'outils et d'approches ONU-REDD concernant et en faveur des garanties lors d'un

	séminaire (REDD+ et la conservation de la biodiversité) présentant une série de séances d'apprentissage du Fonds mondial pour la nature (WWF), organisé le 23 octobre par le personnel du Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature (WCMC). Y ont assisté 24 représentants de 12 pays.
<p>Réalisation 5.2 Les pays mettent à profit l'appui pour élaborer des approches permettant d'appliquer et de respecter les garanties.</p>	<p>Indicateur a :</p> <p>Lors d'une séance consacrée aux informations sur les garanties, dans le cadre de la onzième réunion du Conseil d'orientation, le Kenya a fait part de son intérêt à tirer parti de l'outil CAST, et le Nigeria est intervenu en mettant en exergue les heureuses expériences que lui a apportées cet outil. Le cadre, l'outil CAST (Approche nationale en faveur des garanties) et le BeRT (outil d'identification des avantages et des risques) ont aussi été présentés pendant cette séance.</p>
<p>Résultat 8. Le Programme ONU-REDD offre aux pays partenaires, au Conseil d'orientation et aux organismes des Nations Unies participants des services de secrétariat prompts et efficaces</p>	
<p>Réalisation 8.6 Renforcement des partenariats externes et de la mobilisation des ressources.</p>	<p>Indicateur c :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des premiers engagements ont été établis avec <u>l'Union mondiale pour la conservation de la nature (UICN)</u>, le <u>Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD)</u>, La <u>Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC)</u>, le <u>Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC)</u> et <u>Transparency International (TI)</u> en marge de la onzième réunion du Conseil d'orientation. Un aperçu du travail que ces organisations entreprennent, en matière d'adaptation aux effets des changements climatiques et de leur atténuation, a permis d'avoir une perspective plus large des domaines d'engagement en jeu, au cours d'une série d'événements parallèles auxquels ont assisté des représentants de ces organisations. • Des possibilités de coopération ont été initialement examinées sur la base des Normes sociales et environnementales pour la REDD+ (NSE-REDD+) en ce qui concerne les synergies associées aux garanties.